



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES S'ASSOMBRISSENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE VARSOVIE

Le 24 Novembre 2022

Prévisions d'automne de la Commission européenne pour la région

1. La Commission européenne révisé ses prévisions économiques à la baisse

Le 11 novembre, la Commission européenne a publié ses nouvelles prévisions économiques pour l'Europe. Par rapport à ses précédentes prévisions publiées début juillet, celles-ci entérinent une forte dégradation de l'activité et la persistance d'une inflation élevée en 2023. La région de l'Europe centrale et balte fait partie des économies les plus exposées, en raison de sa proximité géographique avec l'Ukraine et de sa forte dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles. L'UE et la zone euro, ainsi que certains États membres de la région devraient donc connaître une récession technique cet hiver d'autant plus que le resserrement des conditions de financement devrait peser sur la demande extérieure dans la plupart des économies avancées et émergentes.

Pour les pays d'Europe centrale et balte, la Commission européenne anticipe une croissance 2023 très faible, voire négative selon les pays, alors qu'elle prévoyait encore une croissance de 2% en moyenne dans ses prévisions de juillet dernier. Du côté de l'inflation, la Commission entérine le fait que celle-ci sera durablement élevée dans les pays de la Zone, alors que précédemment, elle n'envisageait pas d'inflation à deux chiffres pour 2023.

Du côté de l'emploi, alors que la récession menace, l'économie continue de se caractériser par le marché du travail le plus fort depuis des décennies, les taux de chômage n'ayant jamais été aussi bas et les taux d'activité et d'emploi aussi élevés. En outre, les pénuries de main-d'œuvre signalées restent élevées, et le taux de chômage ne devrait donc augmenter que marginalement. Enfin, les mesures adoptées pour atténuer l'impact de la flambée des prix de l'énergie sur les ménages et les entreprises devraient avoir pour effet de creuser à nouveau le déficit public dans plusieurs États de la région.

2. Si les pays du groupe de Visegrad connaissent une croissance positive en 2022, celle-ci devrait être très faible, voire négative en 2023

Selon les prévisions de la Commission, après une forte croissance du PIB en 2022 (4,0%), l'activité économique en **Pologne** devrait s'affaiblir en 2023 (0,7%) en raison d'une incertitude accrue, d'un resserrement des conditions de financement et de l'ajustement de l'économie à la hausse des prix des matières premières. L'inflation, prévue à 13,3% en 2022, devrait rester élevée en 2023 (13,8%) avec l'effacement partiel des mesures anti-inflation (retrait de certains taux réduits de la TVA sur l'énergie). Malgré une inflation élevée, la croissance de la consommation privée devrait rester soutenue grâce à des mesures de soutien en faveur de la frange de la population moins aisée, un faible taux de chômage et l'afflux de réfugiés ukrainiens. Le déficit public serait élevé en 2023 (année électorale) à -5,5% du PIB et en 2024 (-5,2%).

Après une forte croissance économique au premier semestre 2022, l'économie **hongroise** s'adapte à la hausse des prix des produits de base et au durcissement des conditions de financement, ce qui se traduirait par un fort ralentissement économique : 0,1% prévu en 2023 et 2,6% en 2024. L'inflation, qui a connu un fort rebond en 2022 (la prévision annuelle porte sur 14,8%), serait également soutenue en 2023 (15,7%). La politique budgétaire devrait amortir la baisse du revenu des ménages et contribuer à éviter une contraction de l'économie, mais au prix de déficits budgétaires toujours élevés (-6,2% en 2022). L'investissement devrait diminuer en 2023 en raison du resserrement des conditions de financement, notamment externe, et de la détérioration des perspectives économiques.

La croissance **tchèque**, prévue à 2,5 % cette année, devrait ralentir en 2023 à 0,1% seulement sous l'effet notamment des retombées de la guerre en Ukraine et des pressions élevées sur les prix dans un contexte de conditions financières intérieures tendues. Le taux d'inflation devrait dépasser 15 % cette année et rester élevé en 2023 (9,5%). Malgré le coût des mesures publiques de soutien aux ménages et aux entreprises contre la flambée des prix de l'énergie, le déficit public serait plutôt modéré (-4,1% en 2023) grâce aux rentrées fiscales supplémentaires.

En **Slovaquie**, l'inflation, prévue à 11,5% en 2022, connaîtrait un nouveau rebond en 2023 pour atteindre 13,9%. Le renchérissement de l'énergie et des matières premières, induisant une augmentation des coûts de production et une érosion du pouvoir d'achat des ménages, limiterait la croissance slovaque à 1,9 % en 2022 et à 0,5% seulement en 2023 ; une légère reprise est prévue pour 2024 (1,9%). Le solde public, quant à lui, continuerait de se dégrader en ressortant à 4,2% du PIB en 2022 et à 5,8% du PIB en 2024. L'augmentation nominale du PIB permettrait de réduire le ratio de la dette publique de 2,2 points, à 57,4% du PIB en 2023.

3. La reprise des économies des Etats baltes devrait attendre 2024, mais leur inflation, toujours élevée, devrait tout de même diminuer après les records

L'activité économique en **Estonie**, très soutenue en 2021 avec une croissance de 8%, connaît un net tassement avec une croissance négative prévue en 2022 (-0,1%) et faible en 2024 (0,7%). La croissance économique devrait redémarrer lentement en 2023, avec l'atténuation des pressions inflationnistes (à 6,6%) et le rebond attendu de l'investissement. Plusieurs mesures de soutien énergétique aux ménages seront actives jusqu'en avril 2023 et devraient permettre d'atténuer l'inflation avec comme effet un creusement du déficit public à -3,7 % du PIB en 2023. La dette publique, attendue en hausse de 3,2 points en 2022-2024 resterait parmi les plus faibles au sein de l'UE (21,9% du PIB en 2024).

La croissance économique de la **Lettonie** souffrira d'une forte pression inflationniste et du ralentissement de l'économie mondiale. Le renchérissement du coût du chauffage et de l'énergie, dont

le prix a quasiment doublé, aura pour effet de réduire la consommation des ménages. En 2023, un redressement fragile de la consommation est prévu mais vu les perspectives négatives pour les exportations lettones, une croissance négative est prévue à -0,3%. Une reprise des investissements financés par l'UE devrait donner un coup de fouet aux investissements publics en 2023 et 2024. Le déficit des administrations publiques, prévu à -7,1% du PIB en 2022, devrait diminuer systématiquement pour atteindre -3,4 % en 2023, puis -1,4 % en 2024.

En **Lituanie**, la croissance, prévue à 2,5% en 2022, devrait connaître un net tassement en 2023 et ressortir à 0,5%. L'activité économique souffrira des retombées de la montée de l'incertitude chez les principaux partenaires économiques de la Lituanie et du renchérissement des coûts. L'inflation connaîtrait son pic en 2022 (18,9%) pour baisser en 2023 (9,1%). En 2022, les recettes publiques élevées **dans un environnement inflationniste** permettraient de limiter le déficit mais le coût des mesures visant à atténuer l'impact économique et social des prix élevés de l'énergie et à aider les réfugiés ukrainiens devrait entraîner un creusement du déficit public en 2023 à -4,4% du PIB. La forte croissance du PIB nominal devrait contribuer à la diminution du ratio dette/PIB sur l'horizon de la prévision (39,9% en 2024)

Annexe : prévisions de la Commission européenne (automne 2022)

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB (variation annuelle)							
2022	4,0	5,5	2,5	1,9	-0,1	1,9	2,5
Prév. d'été 2022	5,2	5,2	2,3	1,9	1,6	3,9	1,9
2023	0,7	0,1	0,1	0,5	0,7	-0,3	0,5
Prév. d'été 2022	1,5	2,1	2,0	2,7	1,9	2,2	2,5
2024	2,6	2,6	1,8	1,9	2,1	2,6	2,4
Inflation (HICP, variation annuelle)							
2022	13,3	14,8	15,6	11,8	19,3	16,9	18,9
Prév. d'été 2022	12,2	11,8	13,9	10,5	17,0	15,5	17,0
2023	13,8	15,7	9,5	13,9	6,6	8,3	9,1
Prév. d'été 2022	9,0	7,6	5,8	8,2	4,7	6,0	5,1
2024	4,9	3,9	3,5	3,6	2,6	1,3	2,1
Chômage (% population active)							
2022	2,7	3,6	2,7	6,3	6,1	7,1	6,0
2023	3,0	4,2	3,3	6,4	6,6	8,1	7,1
2024	3,1	4,2	3,6	6,4	6,2	7,9	7,0
Solde public (% PIB)							
2022	-5,8	-6,2	-4,3	-4,2	-2,3	-7,1	-1,9
2023	-5,5	-4,2	-4,1	-5,8	-3,7	-3,4	-4,4
2024	-5,2	-5,2	-3,0	-4,7	-3,3	-1,3	-1,8
Dettes publique brute (% PIB)							
2022	51,3	76,4	42,9	59,6	18,7	42,4	38,0
2023	52,9	75,2	44,2	57,4	19,3	44,0	41,0
2024	54,2	75,1	44,5	57,4	21,9	43,6	39,9
Solde courant (% PIB)							
2022	-2,9	-7,6	-5,8	-6,5	0,4	-6,4	-3,9
2023	-2,5	-6,3	-6,9	-5,6	0,7	-6,8	-2,8
2024	-1,6	-4,3	-5,9	-5,3	1,1	-4,0	-2,6

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Varsovie
Rédacteurs : A. Imbert, C. Tobja

cezary.tobja@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo